



Mobilisation du 17 septembre : Une rupture profonde s'impose !

La rentrée sociale revêt un caractère tout à fait inédit à plus d'un titre. Aux conséquences humaines de la crise sanitaire s'ajoutent des mesures régressives portées par le Gouvernement. Celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses, dont les salariés qui ont été particulièrement exposés et mis à contribution pendant le confinement, sont les premiers à payer les velléités d'employeurs qui annoncent licenciements et délocalisations.

Alors que le Président Macron nous promettait en mars dernier que « le jour d'après ne sera pas un retour au jour d'avant », nous constatons que les décisions gouvernementales prises depuis n'ont absolument pas changé de cap.

Le plan de relance à 100 Mds € annoncé jeudi dernier fait une nouvelle fois la part belle au patronat, multipliant les aides publiques ou les exonérations sans aucune condition, contrepartie ou contrôle. Les 1ers de corvée (personnels de santé, enseignants, caissières, salariés de l'agroalimentaire, personnel de la propreté, etc...) sont les grands oubliés. Aucune mesure pour la revalorisation de leurs salaires ou l'amélioration de leurs conditions de travail. Aucune mesure non plus pour lutter efficacement contre le chômage et la précarité.

Nos Unions Départementales CGT, FSU et Solidaires affirment ensemble que la priorité doit être donnée à la préservation et à la création d'emplois stables et qualifiés, à la sortie de la précarité en particulier des jeunes travailleurs, des étudiants, avec leur mise en protection sociale. Cela passe notamment par la réduction du temps de travail sans perte de salaires, par le développement des services publics et des industries nécessaires à la réponse en biens et services, en prenant en compte l'urgence écologique.

Il est également urgent d'augmenter les salaires, les traitements, les pensions et minimas sociaux.

La période a également confirmé les exigences communes qu'on portées nos organisations lors de la lutte contre la réforme du système de retraites. Nos organisations exigent l'abandon de toute nouvelle régression en matière de retraite et de protection sociale programmées par le gouvernement, notamment au détour du projet de loi de finance de la sécurité sociale. L'urgence sociale impose aujourd'hui tout au contraire de préserver notre système intergénérationnel et d'envisager une protection sociale incluant la dimension professionnelle tout au long de la vie, des années d'études à la retraite.

Parce que la situation impose des mesures de transformation profonde en totale rupture avec les politiques économiques et sociales menées depuis plusieurs décennies, nos Unions Départementales CGT et Solidaires, soutenues par la FSU, appellent les salariés, retraités et privés d'emploi à se mobiliser par la grève et à porter leurs revendications pour un monde juste, durable et solidaire, dans les **manifestations du jeudi 17 septembre :**

➤ **A 10 h, Place de l'Amérique Latine à Saint-Nazaire**

➤ **A 10 h, à la croisée des trams à Nantes**